



Appel à Candidatures : Formateur-riche pour l'Atelier de litiges relatifs aux droits numériques et à la liberté d'expression en ligne en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale (Francophone)

Termes de référence

1. Objet du contrat de consultant

Le contrat a pour objectif de permettre à un(e) formateur/riche francophone de créer des présentations (préalablement enregistrées) et d'organiser des séances de discussion pour des avocat(e)s provenant de l'Afrique de l'Ouest et centrale, sur les droits numériques et la liberté d'expression en ligne.

2. Contexte

La vision de [Media Defence](#) est celle d'un monde où journalistes, bloggeurs et media indépendants ne sont plus confrontés à des défis juridiques et peuvent continuer à faire leur travail, sans souci de représailles.

La mission de Media Defence est d'assurer la protection juridique des journalistes et des professionnels des médias menacés de représailles juridiques. Pour nous, la liberté d'expression est un droit fondamental, sans elle la démocratie est en danger.

L'une des activités principales de Media Defence est l'organisation de formations et d'ateliers de litiges en Afrique de l'Est, de l'Ouest et du Sud. Ces ateliers visent à accroître les connaissances, les compétences et la confiance des avocats pour plaider les affaires de droits numériques et de liberté d'expression en ligne devant les tribunaux nationaux et régionaux.

3. Atelier de litiges relatifs aux droits numériques et à la liberté d'expression en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale

Media Defence cherche à embaucher un(e) consultant(e) francophone pour enregistrer des présentations sur les droits numériques et la liberté d'expression en ligne. Le formateur ou la formatrice créera les présentations en collaboration avec Media Defence, s'appuyant sur les [modules de synthèse sur les droits numériques et la liberté d'expression en ligne](#).

Les présentations, ainsi que les modules de synthèse, seront ensuite partagés avec les avocats participants sélectionnés par Media Defence. Le formateur ou la formatrice, animera une session de discussion le 22 juillet et une autre le 23 juillet 2021 via Zoom avec les avocat(e)s participant. Les sessions se concentreront sur les affaires sur lesquelles les avocats travaillent et faciliteront le partage des connaissances entre pairs.

Media Defence coordonnera la logistique avec les participants en étroite collaboration avec le formateur ou la formatrice.

4. Travaux livrables

4.1 Général

- (a) Le formateur participera à un appel d'offre lancé par Media Defence pour planifier les résultats, le contenu et la structure de la présentation et des séances de discussion ;
- (b) Le formateur lira et atteindra un niveau de familiarité suffisant avec les modules de formation ;
- (c) Le formateur passera en revue les résultats d'apprentissage de la formation définis par Media Defence et pourra fournir des commentaires ;
- (d) Le formateur peut être invité à fournir des commentaires sur les sondages avant et après l'événement pour s'assurer qu'ils recueillent les informations pertinentes;
- (e) Une réunion de compte rendu sera organisée avec Media Defence

4.2 Présentations

- (a) Le formateur produira une présentation d'au moins 30 minutes sur chacun [des modules de synthèse](#) (dix au total), comprenant des présentations au format PowerPoint, voix et vidéo.

4.3 Séance de discussion en ligne

- (a) Le formateur animera deux séances de discussion, basées sur les commentaires recueillis par Media Defence sur les objectifs d'apprentissage ;
- (b) Le formateur aidera à faire en sorte que les participants se sentent accueillis et impliqués, y compris en introduisant des éléments attrayants pour répondre à ceux qui ont des connexions Internet plus faibles.

5. Calendrier

- 1er juin 2021: date limite de soumission de candidature.
- 15 juin 2021: date de commencement du projet et de la production des dix présentations en vidéo.
- 22-23 juillet : Atelier, séances de discussion sur Zoom.

6. Profil requis

- Solide connaissance sur la liberté d'expression ainsi qu'une connaissance et une expérience approfondies de l'Afrique de l'Ouest et centrale francophone, des tribunaux régionaux pertinents et des droits numériques.
- Expérience antérieure significative de l'élaboration, de la direction et de la facilitation de la formation en français.
- Disponibilité et possibilité de fournir les livrables dans les délais prévus.

7. Comment postuler

Veuillez soumettre les documents suivants en anglais ou en français à hannah.stoate@mediadefence.org:

- CV incluant des exemples d'expérience pertinents.

- Devis détaillé en Livre Sterling (£).